

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	13
<b>PREMIÈRE PARTIE:</b> <b>INTRODUCTION AUX LIBERTÉS PUBLIQUES</b> <b>ET AUX DROITS DE L'HOMME</b>	
INTRODUCTION: CADRE JURIDIQUE ET HISTORIQUE	15
• L'apparition des droits de l'homme	15
• La théorie classique des libertés publiques	18
• L'enseignement du droit des libertés fondamentales	19
<b>TITRE 1. L'ORIGINE ET L'ÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE 1. L'ORIGINE DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>20</b>
SECTION 1. LES SOURCES INTELLECTUELLES	20
§ 1. <i>Les sources philosophiques</i>	20
§ 2. <i>Les sources religieuses</i>	21
SECTION 2. LE CONTEXTE POLITIQUE	22
§ 1. <i>La tradition démocratique</i>	23
§ 2. <i>La tradition libérale</i>	23
<b>CHAPITRE 2. L'ÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>24</b>
SECTION 1. DES DROITS CONTESTÉS	24
§ 1. <i>La première vague de contestation</i>	25
§ 2. <i>La deuxième vague de contestation</i>	26
§ 3. <i>La nouvelle vague de constitutionnalisation après la seconde guerre mondiale</i>	27
§ 4. <i>Les droits de l'homme sont-ils acceptés dans le monde libéral?</i>	28
SECTION 2. DES DROITS COMPLÉTÉS	31
§ 1. <i>La première génération des droits de l'homme</i>	31
§ 2. <i>La seconde génération des droits de l'homme</i>	32
§ 3. <i>La troisième génération des droits de l'homme</i>	32
<b>TITRE 2. LE RÉGIME JURIDIQUE DES LIBERTÉS</b>	<b>34</b>
<b>CHAPITRE 1. LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE</b>	<b>36</b>
SECTION 1. L'AUTONOMIE DE L'INDIVIDU	36

<b>§ 1. La liberté d'aller et venir</b>	36
<b>§ 2. La sûreté</b>	37
• Le contrôle d'identité	38
• La garde à vue	38
• La détention provisoire	38
• La protection de la vie privée	39
<b>SECTION 2. LA LIBRE DISPOSITION DE SOI</b>	41
<b>§ 1. Les principes fondamentaux</b>	41
<b>§ 2. La mise en œuvre des principes</b>	42
• La procréation	43
• La protection de la santé	45
• La fin de la vie humaine	45
<b>CHAPITRE 2. LES LIBERTÉS COLLECTIVES</b>	46
<b>SECTION 1. LA LIBERTÉ DE SE GROUPEL</b>	46
<b>§ 1. Les groupements momentanés</b>	46
<b>§ 2. Une autre catégorie de groupement: les associations</b>	48
<b>SECTION 2. LA LIBERTÉ DE COMMUNICATION</b>	49
<b>§ 1. Le régime juridique de la presse</b>	49
<b>§ 2. Le régime juridique de la communication audiovisuelle</b>	50
<b>§ 3. Le régime juridique du cinéma</b>	50
<b>SECTION 3. L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT</b>	51
<b>SECTION 4. LA LIBERTÉ RELIGIEUSE</b>	52
<b>TITRE 3. LES GARANTIES DES DROITS ET DES LIBERTÉS FONDAMENTAUX</b>	53
<b>CHAPITRE 1. LES GARANTIES NATIONALES</b>	53
<b>CHAPITRE 2. LES GARANTIES SUPRANATIONALES</b>	54
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	56
<b>DOCUMENTS DE TRAVAIL</b>	57

**DEUXIÈME PARTIE:  
INTRODUCTION AU DROIT ADMINISTRATIF**

<b>INTRODUCTION: IDENTITÉ DU DROIT ADMINISTRATIF</b>	129
<b>CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. ADMINISTRATION ET ÉTAT DE DROIT</b>	130
<b>SECTION 1. LA FABRICATION ADMINISTRATIVE DU DROIT</b>	131
§ 1. <i>La description de la production juridique de l'administration</i>	131
§ 2. <i>Éléments d'appréciation de ce système</i>	132
<b>SECTION 2. LE PHÉNOMÈNE DE LA DÉPENDANCE AU DROIT DE L'ADMINISTRATION</b>	134
§ 1. <i>Description</i>	134
a) Le mode d'organisation administratif	134
b) Le fonctionnement de l'administration	136
c) Les contrôles	136
• La montée en puissance du Conseil constitutionnel	137
• La montée en puissance du droit européen	138
§ 2. <i>Éléments d'appréciation de ce système</i>	138
<b>TITRE 1. LA CONSTRUCTION DU DROIT ADMINISTRATIF</b>	140
<b>CHAPITRE 1. AVÈNEMENT ET AFFIRMATION D'UNE JURIDICTION ADMINISTRATIVE AUTONOME</b>	143
<b>SECTION 1. LES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION</b>	143
§ 1. <i>Première phase: 1789-1972</i>	143
§ 2. <i>Deuxième phase: 1872-1954</i>	144
§ 3. <i>Troisième phase: 1954-1989</i>	145
§ 4. <i>Quatrième phase: depuis 1989</i>	146
<b>SECTION 2. LE RÉSULTAT DE L'ÉVOLUTION</b>	147
<b>CHAPITRE 2. LA PRODUCTION D'UN DROIT ADMINISTRATIF AUTONOME</b>	149
<b>SECTION 1. LE DUALISME DU DROIT APPLICABLE AUX RELATIONS ADMINISTRATIVES</b>	149
§ 1. <i>Deux modèles juridiques</i>	150

• Les relations de travail	150
• Le droit de propriété	150
• Le droit de la responsabilité	150
<b>§ 2. L'hybridation juridique</b>	151
• Le droit du travail	151
• Le droit de la propriété	151
• Le droit de la responsabilité	152
SECTION 2. LE DROIT DE L'ADMINISTRATION EST UN DROIT JURISPRUDENTIEL	152
<b>TITRE 2. LE CONSEIL D'ÉTAT ET LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</b>	153
<b>CHAPITRE 1. LES JUGES DE L'ADMINISTRATION</b>	153
SECTION 1. LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL	153
SECTION 2. LE JUGE EUROPÉEN	153
SECTION 3. LE JUGE JUDICIAIRE	154
<b>CHAPITRE 2. LE PROCÈS ADMINISTRATIF</b>	154
SECTION 1. LES ENJEUX DU CONTRÔLE	154
SECTION 2. LA DESCRIPTION DU CONTRÔLE	155
<b>§ 1. Un contrôle normal ou entier</b>	156
• La compétence	156
• La forme et la procédure	157
• L'erreur de fait ou de droit	158
• Le détournement de pouvoir	158
• La qualification juridique des faits	159
<b>§ 2. Le contrôle minimum</b>	159
<b>CHAPITRE 3. LES MUTATIONS DU MODÈLE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE</b>	159
SECTION 1. LES MUTATIONS	159
SECTION 2. LES ÉLÉMENTS CONSTANTS	160
<b>TITRE 3. LE RÔLE DU DROIT ADMINISTRATIF FRANÇAIS</b>	160
<b>CHAPITRE 1. LE RÔLE DU DROIT ADMINISTRATIF FRANÇAIS DANS LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ POLITIQUE FRANÇAISE</b>	161

SECTION 1. LA CONTRIBUTION DU DROIT ADMINISTRATIF À LA FORMATION D'UNE ORTHODOXIE POLITIQUE ET JURIDIQUE	161
§ 1. <i>La division du droit public/droit privé</i>	161
§ 2. <i>Le fonctionariat</i>	162
§ 3. <i>Le centralisme à la française</i>	163
SECTION 2. LE RÔLE DES JURISTES DANS LA GESTION DE CETTE ORTHODOXIE	163
CHAPITRE 2. LES TRANSFORMATIONS DU DROIT ADMINISTRATIF DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE	164
SECTION 1. LA TRANSFORMATION DU TERRITOIRE ADMINISTRATIF	164
§ 1. <i>Les représentations du territoire</i>	164
§ 2. <i>Les modes de gestion du territoire</i>	165
SECTION 2. LE CHANGEMENT DE PLACE DU DROIT ADMINISTRATIF DANS L'ORDRE JURIDIQUE NATIONAL	166
CONCLUSION: VERS UN DROIT NOUVEAU DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE?	168
• La désétatisation	168
• La dénationalisation	168
BIBLIOGRAPHIE	169
DOCUMENTS DE TRAVAIL	170



§ 1. <i>L'ouverture du droit des affaires vers d'autres branches du droit</i>	199
§ 2. <i>L'ouverture du droit des affaires à toute opération marchande</i>	199
SECTION 2. L'EMPRISE DU DROIT DES AFFAIRES	199
CHAPITRE 3. LA PLACE ACTUELLE DU DROIT DES AFFAIRES	200
SECTION 1. LA DIFFÉRENCE ENTRE LE DROIT DES AFFAIRES ET LE DROIT COMMERCIAL	200
§ 1. <i>Les difficultés de différenciation</i>	200
• Les différentes conceptions du droit commercial	201
• Les différentes conceptions du droit des affaires	201
§ 2. <i>Essai de différenciation de ces droits</i>	202
• La différenciation par l'objet de la règle	202
• La différenciation par le degré d'ouverture et de praticabilité	202
SECTION 2. LA RELATION ENTRE LE DROIT DES AFFAIRES ET LE DROIT CIVIL	202
§ 1. <i>Les différences</i>	203
§ 2. <i>La complémentarité des deux droits</i>	203
§ 3. <i>L'influence du droit des affaires sur le droit civil</i>	203
SECTION 3. LA RELATION ENTRE LE DROIT DES AFFAIRES ET LE DROIT COMMUNAUTAIRE	204
SECTION 4. L'APPARITION DE DISCIPLINES NOUVELLES	205
SECTION 5. LA SPÉCIFICITÉ DU DROIT DES AFFAIRES	206
§ 1. <i>Le droit des affaires est un droit d'exception</i>	206
§ 2. <i>L'absence de formalisme et la rapidité des affaires</i>	206
§ 3. <i>L'exigence de sécurité</i>	207
§ 4. <i>L'exigence de technicité</i>	207
§ 5. <i>L'exigence de confiance mutuelle</i>	207
§ 6. <i>L'ouverture aux influences étrangères</i>	207
SECTION 6. LA DÉFINITION DU DROIT DES AFFAIRES	207
TITRE 2. LES SOURCES DU DROIT DES AFFAIRES	208
• 1 <sup>ère</sup> caractéristique: leur origine diverse	208
• 2 <sup>ème</sup> caractéristique: leur forme diverse	208
CHAPITRE 1. LES SOURCES ÉCRITES	209
SECTION 1. LE DROIT NATIONAL	209

<b>§ 1. La Constitution</b>	209
<b>§ 2. Les lois</b>	210
• Le Code du commerce	210
• Les lois non codifiées	211
<b>§ 3. Les règlements</b>	212
<b>§ 4. Les ordonnances</b>	212
<b>SECTION 2. LES TRAITÉS INTERNATIONAUX</b>	213
<b>§ 1. Les traités coordinateurs du droit</b>	213
<b>§ 2. Les traités unificateurs du droit</b>	214
<b>§ 3. Les traités fondateurs</b>	214
<b>SECTION 3. LE DROIT COMMUNAUTAIRE</b>	214
<b>§ 1. Les dispositions du droit originaire</b>	215
<b>§ 2. Les dispositions du droit dérivé</b>	215
<b>§ 3. La jurisprudence</b>	216
<b>§ 4. Les conventions</b>	217
<b>CHAPITRE 2. LES USAGES COMMERCIAUX</b>	218
SECTION 1. LES USAGES CONVENTIONNELS	218
SECTION 2. LES USAGES DE DROIT	219
<b>CHAPITRE 3. LA JURISPRUDENCE</b>	220
<b>CHAPITRE 4. LA DOCTRINE DU DROIT DES AFFAIRES</b>	221
<b>TITRE 3. LES ACTEURS DU DROIT DES AFFAIRES</b>	222
<b>CHAPITRE 1. LA JURIDICTION COMMERCIALE</b>	222
SECTION 1. LE TRIBUNAL DE COMMERCE	222
<b>§ 1. L'organisation des tribunaux de commerce</b>	222
<b>§ 2. La compétence des tribunaux de commerce</b>	224
• La compétence matérielle des tribunaux de commerce	224
• La compétence territoriale des tribunaux de commerce	225
SECTION 2. L'ARBITRAGE COMMERCIAL	226
<b>CHAPITRE 2. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES ET PROFESSIONNELLES</b>	227
SECTION 1. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES	227
SECTION 2. LES STRUCTURES PROFESSIONNELLES	228



<b>§ 1. Leurs fonctions</b>	228
• Les organismes avec prérogative de puissance publique	228
• Les organismes de conseil	228
• Les organismes de régulation	228
<b>§ 2. Les organismes nationaux et internationaux</b>	229
• Les organismes nationaux	229
• Les organismes internationaux	229
<b>CHAPITRE 3. LES COMMERÇANTS</b>	230
<b>SECTION 1. LA DÉFINITION DES COMMERÇANTS</b>	230
<b>§ 1. L'exercice d'actes de commerce</b>	230
• Les actes de commerce par la forme	230
• Les actes de commerce par nature	231
• Les actes de commerce par accessoire	231
<b>§ 2. Le critère d'activité professionnelle habituelle</b>	231
<b>§ 3. La qualité de commerçant</b>	232
• Commerçant de droit et commerçant de fait	232
• La question des conjoints	233
<b>SECTION 2. LES CONDITIONS D'ACCÈS À LA QUALITÉ DE COMMERÇANT</b>	234
<b>§ 1. Le commerçant personne-physique: l'exercice en entreprise individuelle</b>	235
• La pleine capacité juridique	235
• Le respect de l'incompatibilité	235
• L'exercice de manière indépendante	235
• La question de la nationalité	236
• Les autres conditions	236
<b>§ 2. Le commerçant personne-morale: l'entreprise sociétaire</b>	236
• Les conditions de fond	236
• Les conditions de forme	237
<b>SECTION 3. LE RÉGIME JURIDIQUE DES COMMERÇANTS</b>	237
<b>§ 1. Les obligations du commerçant</b>	237
<b>§ 2. Les conséquences de la situation matrimoniale du commerçant</b>	238
1. La situation de l'époux ayant la qualité de commerçant	238
2. Le pouvoir des époux sur le fonds de commerce	238
<b>CHAPITRE 4. LES PROFESSIONS NON-COMMERÇANTES</b>	239
<b>SECTION 1. LES PROFESSIONS ARTISANALES</b>	239

SECTION 2. LES AUTRES ACTIVITÉS	240
CHAPITRE 5. LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES	241
SECTION 1. LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES PAR LA FORME	241
§ 1. <i>Les sociétés de personnes</i>	242
• La société en nom collectif	242
• La société en commandite simple	242
§ 2. <i>Les sociétés de capitaux</i>	243
• La société anonyme	243
• La société en commandite par actions	243
• La société par actions simplifiée	243
§ 3. <i>La société à responsabilité limitée</i>	244
§ 4. <i>Les sociétés d'exercice libéral</i>	244
SECTION 2. LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES PAR LEUR OBJET	244
§ 1. <i>La société en participation</i>	245
§ 2. <i>La société créée de fait</i>	245
§ 3. <i>La société à forme civile et à objet commercial</i>	245
§ 4. <i>Le groupement d'intérêt économique et le groupement européen d'intérêt économique</i>	245
BIBLIOGRAPHIE	246
DOCUMENTS DE TRAVAIL	247